

# PREFECTURE DE LA MOSELLE

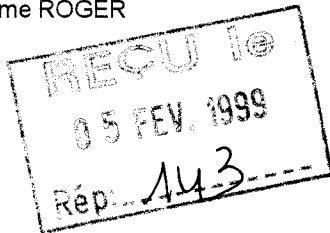
01664x0002/F/Di

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION  
GENERALE

## BORDEREAU D'ENVOI

BUREAU DE  
L'AMENAGEMENT ET DE  
L'URBANISME

Affaire suivie par: Mme ROGER  
Tél: 03.87.34.85.27



LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE

à

MONSIEUR LE DIRECTEUR DU SERVICE  
GEOLOGIQUE DE LORRAINE  
1, rue du Parc de Brabois  
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Désignation des pièces	Nombre	Observations			
<p><b>OBJET:</b> Travaux de dérivation des eaux destinées à la consommation humaine par un forage n° 166-4-2 situé à SARREINSMING et établissement des périmètres de protection autour de ce captage sur le territoire des communes de BLIESBRUCK, BLIES-EBERSING, HAMBACH, IPPLING, NEUFGRANGE, SARREINSMING, SARREGUEMINES, REMELFING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES et ZETTING .</p> <p>Ampliation de mon arrêté en date de ce jour déclarant d'utilité publique les travaux visés en objet .</p>	1	<p style="text-align: center;">Indice B. R. G. M. :</p> <table border="1" style="margin: auto;"> <tr> <td style="padding: 5px;">166</td> <td style="padding: 5px;">4</td> <td style="padding: 5px;">2</td> </tr> </table> <p style="text-align: center;">Pour information</p>	166	4	2
166	4	2			

METZ, le 4 FEV 1999

LE PREFET,

*Pour le Prefet,*  
Le Directeur de l'Administration Générale

Monique HAMAN



025860  
01664X0002

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Egalité Fraternité*

**PREFECTURE DE LA MOSELLE**

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET  
DE LA MOSELLE**

Indice B. P. G. M. :

166 4 2

**ARRETE**

n° 99 AG/3 - 48

en date du - 4 FEV 1999

portant :

1- Déclaration d'utilité publique des travaux entrepris par le Syndicat Intercommunal des Eaux de SARREINSMING-REMELFING en vue de la dérivation des eaux destinées à la consommation humaine par un forage n° 166-4-2 situé à SARREINSMING ;

2- Etablissement des périmètres de protection autour de ce captage sur le territoire des communes de BLIESBRUCK, BLIES-EBERSING, HAMBACH, IPPLING, NEUFGRANGE, SARREINSMING, SARREGUEMINES, REMELFING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES et ZETTING .



025861  
01664X0002

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE  
PREFET DE LA MOSELLE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales (sources ou eaux souterraines, cours d'eau non domanial) ;

VU les articles L.20 et L.20-1 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 du Code de l'Expropriation ;

VU la loi n° 92/3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié ;

VU le décret n° 93-742 du 29 Mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret n° 93-743 du 29 Mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'eau ;

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

*Liberté Egalité Fraternité*

VU l'arrêté ministériel du 10 Juillet 1989 relatif à la définition des procédures administratives fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret 89-3 du 3 Janvier 1989 concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 95-AG/1 - 332 du 5 Juillet 1995 portant répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques entre les services de l'Etat dans le Département de la Moselle ;

VU la délibération du Comité Directeur du Syndicat Intercommunal des Eaux de SARREINSMING-REMELFING en date du 19 Mars 1992 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que l'autorisation au titre du Code de la Santé ;

VU le dossier préparatoire à l'avis de l'hydrogéologue agréé établi le 21 Novembre 1995 par EDACERE ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique établi le 1er Décembre 1996 par M. Pierre REVOL ;

VU le dossier transmis le 27 Mars 1998 par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et constitué conformément à l'article R.11-3-I du Code de l'Expropriation ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 Août 1998 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique du 14 Septembre au 28 Septembre 1998 inclus dans les communes de BLIESBRUCK, BLIES-EBERSING, HAMBACH, IPPLING, NEUFGRANGE, SARREINSMING, SARREGUEMINES, REMELFING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES et ZETTING ;

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête du 19 Août 1998 a été affiché dans les mairies des communes susvisées et inséré dans deux journaux du Département avant le 6 Septembre 1998 et rappelé dans ces deux mêmes journaux les 16 et 18 Septembre 1998 ;

Considérant que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 15 jours du 14 au 28 Septembre 1998 inclus à BLIESBRUCK, BLIES-EBERSING, HAMBACH, IPPLING, NEUFGRANGE, SARREINSMING, SARREGUEMINES, REMELFING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES et ZETTING ;

VU les conclusions en date du 30 septembre 1998 de M. Aloyse PFEFFERKORN, commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération ;

VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de SARREGUEMINES en date du 27 Octobre 1998 ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 3 Décembre 1998 ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle ;

Considérant la nécessité de protéger la qualité de l'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;



025862  
01664X0002

## ARRETE

**TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.****ARTICLE 1 : OBJET**

Le présent arrêté a pour objet les travaux d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine à entreprendre par Le Syndicat Intercommunal de SARREINSMING-REMELFING désigné ci-après par la "collectivité".

- Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux par 1 forage et d'établissement des périmètres de protection
- Sont fixés les périmètres de protection autour du point de prélèvement ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.
- Est autorisée l'utilisation à des fins de consommation humaine des eaux prélevées par la collectivité.

**TITRE II - DERIVATION DES EAUX.****ARTICLE 2 : SITUATION DES OUVRAGES**

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux destinées à la consommation humaine par des ouvrages de captage. La situation des ouvrages et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après:

<b>Appellation</b>	FORAGE DE SARREINSMING
<b>Parcelle n°</b>	191
<b>Section n°</b>	19
<b>Lieu-dit</b>	Rue du Moulin
<b>Commune</b>	SARREINSMING
<b>N° Banque du Sous-Sol</b>	166.4.2
<b>Ressource en eau</b>	Nappe des Grès

**ARTICLE 3 : DEBITS PRELEVES ET RESERVES**

Le tableau suivant précise

- les caractéristiques du point de prélèvement,
- les débits maximums susceptibles d'être prélevés par la collectivité
- le débit réservé à l'attention d'autres usagers



025863  
01664X0002

Point d'eau	FORAGE DE SARREINSMING
Nature de la ressource	EAUX SOUTERRAINES
Type d'ouvrage	FORAGE
Débit maximum	
- Horaire (m <sup>3</sup> /h)	33
- Journalier (m <sup>3</sup> /j)	500
Débit réservé (m <sup>3</sup> /j)	Néant

#### **ARTICLE 4 : MESURE DES DEBITS**



025864

01664X0002

Les appareils de contrôle des débits prélevés et des débits réservés seront conformes aux normes AFNOR. Un stabilisateur d'écoulement pourra être imposé si la longueur droite en amont du dispositif de comptage est inférieure à 20 fois le diamètre de la conduite (ou la largeur du canal).

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- le débit maximum horaire et le volume journalier produit (chaque jour si le débit journalier est supérieur ou égal à 400 m<sup>3</sup>/j, sinon 1 fois par semaine)
- les incidents survenus (pannes, eaux non conformes,...)
- les modifications d'installation

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police de l'eau au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police de l'eau. Ce compte rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m<sup>3</sup>/h) prélevé
- volume journalier maximum (m<sup>3</sup>/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Les données seront conservées pendant une durée minimale de 3 ans.

#### **ARTICLE 5 : SAUVEGARDE DES INTERETS GENERAUX**

Au cas où la santé, la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le chef de service chargé de la police de l'eau.

## **ARTICLE 6 : INDEMNISATION**

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

## **ARTICLE 7 : SERVICE DE CONTROLE.**

La D.D.A.F. est chargée au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit dérivé et du débit réservé.

La collectivité lui transmettra chaque année un compte rendu d'exploitation conformément à l'article 4. Elle lui signalera, sans délai, toute évolution anormale de la ressource en eau exploitée (modification brutale des débits, dégradation de la qualité des eaux : sodium, chlorures, nitrates, bactériologie, ...).

## **TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DES POINTS D'EAU.**

### **ARTICLE 8 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION**

Les plans et les états parcellaires annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

Des bornes et des panneaux d'information seront placés, à la diligence et aux frais de la collectivité, aux points principaux des périmètres ainsi définis.

#### **8.1. - Périmètre de Protection Immédiate**

Le périmètre de protection immédiate de forage s'étend sur une surface de 2 a 11 ca et concerne la parcelle n° 191 section 19 de la commune de SARREINSMING.

#### **8.2. - Périmètre de Protection Rapprochée**

En raison du caractère captif de la nappe, bien protégée naturellement l'hydrogéologue agréé n'a pas défini de périmètre de protection rapprochée.

#### **8.3. - Périmètre de Protection Eloignée**

Le périmètre de protection éloignée couvre une surface totale de 6 259 hectares 97 a, 89 ca répartis dans les onze communes suivantes :

1.	BLIES-EBERSING	:	155 ha, 80 a, 00 ca
2.	BLIESBRUCK	:	216 ha, 00 a, 00 ca
3.	WOELFLING	:	623 ha, 64 a, 00 ca
4.	WIESVILLER	:	737 ha, 80 a, 00 ca
5.	SARREINSMING	:	698 ha, 00 a, 00 ca
6.	REMELFING	:	262 ha, 36 a, 00 ca
7.	NEUFGRANGE	:	23 ha, 60 a, 00 ca



025865  
01664X0002

8.	IPPLING	:	6 ha, 00 a, 00 ca
9.	ZETTING	:	579 ha, 47 a, 89 ca
10.	SARREGUEMINES	:	2 949 ha, 00 a, 00 ca
11.	HAMBACH	:	8 ha, 30 a, 00 ca.

Il est confondu pour partie avec celui des forages de SARREGUEMINES et SARREINSMING exploités par la Ville de SARREGUEMINES (D.U.P. par arrêtés préfectoraux des 19 Octobre 1996 et 27 Juillet 1998) d'une part, et, du forage de ZETTING exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux de ZETTING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES, d'autre part.

## **ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION**

### **9.1 Acquisition des périmètres de protection immédiate.**

Les terrains compris dans le périmètre de protection immédiate sont acquis en pleine propriété par la collectivité et clôturés.

### **9.2 Servitudes dans les périmètres de protection**

#### **9.2.1. Dans le périmètre de protection immédiate :**

A l'intérieur de ce périmètre, sont interdits toutes activités, installations et dépôts autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien et à l'exploitation du point d'eau.  
L'utilisation de produits phytosanitaires y est également interdite.

#### **9.2.2. Dans le périmètre de protection éloignée**

#### **\* Travaux souterrains :**

- Les forages, puits de tiers dans le même aquifère seront implantés à une distance supérieure à 1000 mètres les uns des autres. Le débit maximal d'exploitation sera limité à 8 **m<sup>3</sup>/h**. Les forages ou sondages de reconnaissance touchant le grès devrait être étanchéifiés au droit de l'aquifère et implantés à plus de 200 m des captages existants.

### **9.3. Travaux de mise en conformité.**

La collectivité fera procéder, dans un délai d'un (1) an aux travaux suivants :

- Contrôle et détournement des eaux de ruissellement et du drainage autour de l'ouvrage,
- Contrôle et réfection de la tête du forage et de la maçonnerie de l'ouvrage.
- expertise et réfection de l'ouvrage si nécessaire.



025866  
01664X0002

**ARTICLE 10 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS,  
ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE**

Les installations, activités, et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée ou rapprochée à la date du présent arrêté, seront recensés par les soins de la collectivité propriétaire des points d'eau pour laquelle les périmètres sont fixés et la liste en sera transmise au Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle dans un délai d'un an.

**10.1 Installations interdites**

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui pourra soit interdire définitivement l'installation, soit subordonner la poursuite de l'activité au respect de conditions en vue de la protection des eaux.

Un délai sera fixé dans chaque cas au propriétaire intéressé soit pour cesser l'activité, soit pour satisfaire aux conditions fixées.

**10.2 Installations réglementées**

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui fixera, s'il y a lieu, au propriétaire de l'installation en cause, les conditions à respecter pour la protection des eaux ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder trois ans.

**10.3 L'application éventuelle de cet article donnera lieu à l'indemnité  
fixée comme en matière d'expropriation.**

**ARTICLE 11 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS  
ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT  
ARRETE**

Le propriétaire désirant réaliser une installation, activité ou dépôt réglementés conformément à l'article 9, doit avant tout début de réalisation, faire part au Préfet de la Moselle, de son intention en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, ou à leur écoulement.
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux, dans un délai de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.



025867

01664X0002



Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises, les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Si ces activités, installations, dépôts nécessitent l'octroi d'une autorisation au titre de la législation sur les installations classées, ou sur les établissements soumis à la déclaration, les gravières, permis de construire, etc..., il sera constitué par le pétitionnaire, un dossier unique regroupant les pièces nécessaires à l'instruction de sa demande d'autorisation et celles prévues par le présent arrêté.

Ce dossier sera déposé avec un exemplaire supplémentaire auprès du service ayant à instruire le dossier d'autorisation.

Une décision unique interviendra.

#### **ARTICLE 12 : REGLEMENTATION SPECIFIQUE**

En tant que de besoin, les arrêtés préfectoraux définiront les règles auxquelles devront satisfaire les installations, activités, et dépôts réglementés par l'application de l'article 9.

#### **ARTICLE 13 : CONTROLE DES PRESCRIPTIONS**

La DDASS est chargée du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

#### **ARTICLE 14 : INFORMATION DES PROPRIETAIRES**

Le présent arrêté sera par les soins et à la charge de la collectivité, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection.

### **TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE**

#### **ARTICLE 15 : QUALITE DE L'EAU.**

Elle répondra aux normes de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (décret 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié).

#### **ARTICLE 16 - FILIERE DE TRAITEMENT.**

L'eau ne subira aucun traitement avant sa distribution tant que la qualité sera conforme aux normes.



025868  
01664X0002

### **ARTICLE 17 - CONTROLE.**

Le programme de vérification de la qualité des eaux sera défini par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales conformément aux prescriptions du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié.

La collectivité fera renouveler dans les plus brefs délais toutes analyses révélant que la qualité de l'eau ne respecte pas les exigences du décret susvisé. Les analyses seront effectuées sur des échantillons d'eau prélevés au même point par un Laboratoire agréé par le Ministère de la Santé.

### **ARTICLE 18 - INFORMATION DES USAGERS.**

Les résultats d'analyses seront portés à la connaissance des usagers par affichage en mairie.

## **TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES.**

### **ARTICLE 19 - MODIFICATION**



025869

01664X0002

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **ARTICLE 20 - INFORMATION DES TIERS**

En vue de l'information des tiers :

Le présent arrêté sera publié au Bulletin Officiel des Services de l'Etat et affiché en Préfecture.

Il sera également affiché dans chacune des communes concernées selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat établi par les Maires.

### **ARTICLE 21 - EXECUTION DE L'ARRÊTE**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Sous-Préfet de SARREGUEMINES
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement

- L'Inspecteur des Installations Classées,
- Le Maire des communes de BLIESBRUCK, BLIES-EBERSING, HAMBACH, IPPLING, NEUFGRANGE, SARREINSMING, SARREGUEMINES, REMELFING, WIESVILLER, WOELFLING-LES-SARREGUEMINES, ZETTING.
- Le Président du Syndicat des Eaux de SARREINSMING-REMELFING.

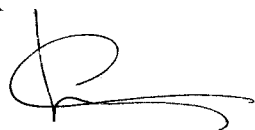
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois à compter de sa publication et dont une ampliation sera adressée :

- au Directeur du Service Géologique de Lorraine,
- au Directeur Régional de l'Environnement,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- au Président du Conseil Général de la Moselle (DEAE-DAR) .

METZ, le - 4 FEV 1999

LE PREFET,

Pour ampliation,  
Le Chef de Bureau



Cathy DROUVROY

Pour le Préfet,

Le Secrétaire Général.



signé : Joel TIXIER



025870  
01664X0002